

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 11 juin 2025

DATE DE PUBLICATION : 18 juin 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le dix sept juin, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme SOW – Mme BAYRAM - Mme CAYOUX – M. OREN - M. RENOUF – Mme TORRES – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme LOISEAU – M. BALABAN

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. KHALID à M. BA
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme HENRY à M. RAMBAUD
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- M. JOLIVET à M. BALABAN
- Mme PERIERS à M. FAURE

**ABSENTS ET EXCUSÉS :**

- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme DURAND
- Mme PRIEUX

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Bilan des cessions-echanges et acquisitions 2024**

**OBJET :**  
**Bilan des cessions-echanges et acquisitions 2024**

**Directeur de secteur** : Séverine MONTEILLER

**Service** : Développement Urbain

**Affaire suivie par** : Séverine MONTEILLER

**M. le Maire**: Conformément à l'article 11 de la loi du 8 février 1995, le Conseil municipal doit être informé de l'ensemble des cessions, acquisitions et échanges fonciers réalisés par la ville, soit directement par son mandataire.

Un bilan et un rapport doivent être joints au compte administratif de l'exercice budgétaire concerné.

(Voir fichiers joints en annexes)

**Cette délibération ne donne pas lieu à un vote**

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,



Le Maire,

Franck DEMAUMONT.